

MARCHE DE SERVICE

Marché N°

M	1	1	5	4	/	2	0	2	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Encadrement et encapsulage des œuvres pour l'exposition temporaire
Wes Anderson

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - LIEU DE LIVRAISON ET D'EXECUTION	3
ARTICLE 3 - PENALITES.....	3
3.1. Pénalités de retard	3
3.2. Pénalités pour défaut de déclaration de dommages	3
La procédure de déclaration incombe au titulaire qui doit adresser à La Cinémathèque française, les dommages constatés en cours d'exécution du marché.....	3
3.3. Pénalités pour non-respect du mémoire technique.....	3
ARTICLE 4 - PRIX - CONTENU - VARIATION.....	4
4.1. Forme des prix	4
4.2. Contenu des prix.....	4
ARTICLE 5 - REGLEMENTS DES COMPTES	4
5.1. Rémunération du titulaire.....	4
5.2. Paiements	4
5.2.1. Etablissement des demandes de paiement	4
5.2.2. Modalités de paiement	5
ARTICLE 6 - MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION.....	5
6.1. Correspondants de la Cinémathèque française.....	5
6.2. Correspondants du Titulaire	5
ARTICLE 7 - VERIFICATION ET ADMISSION	6
ARTICLE 8 - ADMISSION, REJET ET REFACTION	6
8.1. Décision d'admission.....	6
8.2. Réfaction	6
8.3. Rejet	6
ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 10 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE	6
ARTICLE 11 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	6
ARTICLE 12 – REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
LA DUREE PENDANT LAQUELLE CES NOUVEAUX MARCHES POURRONT ETRE CONCLUS NE PEUT DEPASSER TROIS ANS A COMPTER DE LA NOTIFICATION DU PRESENT MARCHÉ.	7
ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHÉ	7
13.1. Résiliation du fait de La Cinémathèque française	7
13.2. Résiliation pour faute	7
13.3. Autres cas de résiliation	8
ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES.....	8

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de définir les prestations relatives à l'encadrement et l'encapsulage des œuvres présentées pour l'exposition « *Wes Anderson* ».

ARTICLE 2 - LIEU DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

Le lieu principal d'exécution des prestations est à la Cinémathèque française à Paris, 51 rue de Bercy.

Les risques afférents à l'expédition et au transport des prestations jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Les modalités et horaires de livraison seront portés aux bons de commande.

ARTICLE 3 - PENALITES

3.1. Pénalités de retard

En cas de retard constaté dans le(s) délai(s) d'exécution prévu(s) dans le bon de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, et sur demande écrite du titulaire, le délai d'exécution pourra être prolongé après accord express de la Cinémathèque française. Passé ce nouveau délai, il sera fait application des pénalités de retard prévues supra.

Les pénalités de retard sont plafonnées à 25 % maximum du bon de commande concerné.

Au delà, La Cinémathèque française peut résilier celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités seront déduites automatiquement, par La Cinémathèque française, par précompte sur les demandes de paiement du Titulaire.

3.2. Pénalités pour défaut de déclaration de dommages

La procédure de déclaration incombe au titulaire qui doit adresser à La Cinémathèque française, les dommages constatés en cours d'exécution du marché.

En cas d'absence ou de défaut dans la déclaration de dommages sur les œuvres par rapport à la procédure décrite dans le mémoire remis par le titulaire au moment de son offre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

Par dommage, on entend, toute chute ou choc contre un obstacle, de la caisse de l'œuvre ou de l'œuvre transportée ayant entraîné ou non un dommage visuel ou non sur la caisse ou l'œuvre.

La déclaration devra s'effectuer par mail à l'attention de la Directrice des Expositions et de l'Édition à l'adresse a.moroval@cinematheque.fr (cc. a.vallone@cinematheque.fr) dans les 12h suivant l'événement.

La déclaration devra comprendre précisément, le lieu de l'incident, les circonstances, un descriptif du dommage, les coordonnées complètes de l'assureur du titulaire et devra comprendre quelques photos du dommage, si possible avant et après l'événement.

3.3. Pénalités pour non-respect du mémoire technique

Le non-respect de l'ensemble des dispositions du mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

ARTICLE 4 - PRIX - CONTENU - VARIATION

4.1. Forme des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Le mois d'établissement des prix (M_0) est le mois précédent la date limite de remise des offres.

4.2. Contenu des prix

Le marché est rémunéré à un prix global et forfaitaire tel que figurant à l'acte d'engagement.

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'installation associées au matériel, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, aux matières premières, à la fourniture, au façonnage, à l'impression, à la livraison, à la main d'œuvre, aux frais administratifs, aux taxes fiscales et parafiscales ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et TTC et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

ARTICLE 5 - REGLEMENTS DES COMPTES

5.1. Rémunération du titulaire

Le marché fait l'objet d'un paiement par bon de commande à compter de la date de la décision de réception des prestations.

Le prix est dû lorsque la totalité des prestations auxquelles il se rapporte a été exécuté.

5.2. Paiements

5.2.1. Etablissement des demandes de paiement

En application des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019 et ses textes d'application, notamment le décret du 18 juillet 2019 les demandes de paiement doivent être envoyées par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Lors de l'émission de la commande, La Cinémathèque française vous communiquera le numéro SIRET et le numéro d'engagement. Ces éléments sont à reporter lors du dépôt de la facture sur le portail chorus.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- la référence d'engagement communiquée par le service prescripteur ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées, telles que définies dans le bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;

- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

5.2.2. Modalités de paiement

La Cinémathèque française se libère des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant les paiements par virement sur le compte, ouvert au nom du titulaire, ou à tout autre compte communiqué par courrier par ce dernier.

La Cinémathèque française règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cinémathèque française en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux de ces intérêts est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

ARTICLE 6 - MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION

6.1. Correspondants de la Cinémathèque française

Une chargée de production de l'exposition est la correspondante principale au sein de La Cinémathèque française.

Elle est chargée pour le compte de La Cinémathèque française de superviser et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Elle est l'interlocutrice directe et privilégiée vis-à-vis du Titulaire du marché.

6.2. Correspondants du Titulaire

6.2.1. Le responsable de la prestation :

Il est le garant de la qualité des prestations. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du représentant du pouvoir adjudicateur, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi et de contrôler le produit avant la livraison.

6.2.2. L'équipe du titulaire

L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence de ce dernier.

6.2.3. Les sous traitants

Les modalités d'acceptation des sous-traitants sont précisées dans le document DC4.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve de l'acceptation de la Cinémathèque française et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

ARTICLE 7 - VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification sont effectuées par la Direction des Expositions et de l'Édition de la Cinémathèque française.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande, ainsi que de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

ARTICLE 8 - ADMISSION, REJET ET REFACON

8.1. Décision d'admission

A l'issue des opérations de vérification, la Cinémathèque française prend une décision expresse d'admission, de réfaction ou de rejet.

Passé un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des prestations, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Les décisions d'admissions avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

8.2. Réfaction

Lorsque La Cinémathèque française estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

8.3. Rejet

Lorsque La Cinémathèque française estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché et dont la Cinémathèque française lui aura précisé le caractère confidentiel.

Le titulaire, s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents sans autorisation écrite de La Cinémathèque française pendant et après l'exécution du marché.

ARTICLE 10 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE

Dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire, les sous-traitants, les cotraitants éventuels et, de façon générale, tout intervenant dans le marché doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du code civil.

ARTICLE 11 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs:

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3252-6, R. 3252-11, R. 3252-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 1221-10 du code du travail ;
- s'acquitter de leurs obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin

A ce titre le titulaire fournit à La Cinémathèque française, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D.8223-8 et D.8223-7 (si le titulaire est établi à l'étranger) du code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française

Service des Marchés

51 rue de Bercy

75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 12 – REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La Cinémathèque française se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, application R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE

13.1. Résiliation du fait de la Cinémathèque française

Lorsque la Cinémathèque française résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

13.2. Résiliation pour faute

Le représentant de la Cinémathèque française peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la

- sous-traitance ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions ;
- Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant de la Cinémathèque française informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

13.3. Autres cas de résiliation

Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque française accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi no 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

Impossibilité physique :

La Cinémathèque française peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le titulaire de remplir ses obligations.

Difficultés techniques :

Si le titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

Force majeure :

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Le Tribunal judiciaire de Paris est seul compétent pour connaître des litiges qui naîtraient de l'exécution du présent marché.